



Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Sud Santé-Sociaux  
70, rue Philippe de Girard  
75018 Paris  
Téléphone :  
01 40 33 85 00  
Télécopie :  
01 43 49 28 67  
E-mail :  
sud.crc@wanadoo.fr

Paris le 20 novembre 2008

## Communiqué de presse

### Suspension du directeur de St Egrève et réouverture du dossier sur le fichage des patients en hospitalisation d'office, vers la fin du soin en psychiatrie ?

Une fois de plus un fait divers dramatique et isolé donne lieu à surexposition médiatique et roulement de muscles de la part du gouvernement. Tout pour le sécuritaire et relancer l'obsession de fichage du pouvoir. Quant au message aux directeurs il est clair; pour leur carrière, pas de vagues: « On ne soigne plus on enferme ». Est il utile de rappeler que l'hôpital psychiatrique est un lieu de soin et non une prison.

Qu'importe pour nos dirigeants si le dispositif de soin en psychiatrie n'a plus les moyens d'assurer sa mission de soin auprès de la population qu'importe pour eux si les soignants qui payent aussi leur tribut de souffrance comme à St Jean de Dieu à Lyon récemment, qu'importe pour eux aussi si les familles et surtout les patients souffrent des carences du système.

Car ces carences sont l'aboutissement d'une politique !

En effet Les choix politiques de ces dernières années concernant la psychiatrie sont un échec. Ils ont contribué à mettre en place des sorties de plus en plus souvent prématurées, faute de lits, ainsi que des conditions de travail et de soins inacceptables.

Le travail en psychiatrie demande du temps, un travail continu de réflexion et de formation, et des structures intra et extra hospitalières pour accompagner et accueillir les patients. Tout cela est devenu totalement incertain, du fait de la dégradation continue des effectifs, des moyens, des conditions de travail, et, de plus en plus d'usure professionnelle. **Dégradations amplifiées par la disparition des formations spécifiques paramédicales et médicales.**

Alors que dans un même temps les missions dévolues à la psychiatrie se sont étendues (précarité, urgences psychologiques...)

La politique de suppression massive de lits, fait que des malades se retrouvent en prison, à la rue, dans des situations d'abandon à leur domicile avec une augmentation du taux de suicide.

Les équipes extrahospitalières ont été dans certains endroits réduites, les structures alternatives fermées, ou maintenues sans moyens nécessaires.

C'est la remise en cause de la prise en charge institutionnelle des patients dans un cadre d'insécurité permanente pour les soignants comme pour les patients.

Dans une telle situation de pénurie de personnel, de rythme de travail de

plus en plus soutenus, de responsabilité accrue, de moyens matériels en diminution, l'investissement des équipes reste remarquable. En retour elles subissent le mépris, la non reconnaissance, la dégradation de leur condition de travail, et la culpabilisation pour un salaire en perte de vitesse qui n'est plus attractif en regard de la charge et des responsabilités.

Sud santé sociaux défend la conception d'une psychiatrie humaniste qui prend en charge individuellement les patients en considérant la singularité de leur histoire, de leur situation, de leur souffrance, et de leur pathologie. Avec des soignants formés, en nombre suffisant et partageant des conceptions, des options théoriques diverses dans le cadre d'une prise en charge pluridisciplinaire sur un secteur géographique défini.

Il faut que les pouvoirs publics attribuent des moyens à la continuité de ce travail qui doit être poursuivi et non démantelé comme c'est le cas actuellement. C'est une question politique, c'est un choix de société.

Sud santé sociaux dénonce l'exploitation à des fins de politique sécuritaire d'évènements dramatiques mais marginaux, impliquant des patients qui témoignent plus d'une carence du dispositif que de leur dangerosité supposée.

Sud santé sociaux s'oppose à la constitution d'usines à soins promise par la loi Bachelot. Et dénonce les projets de prisons psychiatriques, supports médiatiques à la politique de stigmatisation que mène Sarkozy pour mieux dissimuler le démantèlement progressif et organisé des moyens du soin. .

Alors que ce qu'il faut : c'est un plan d'urgence pour la psychiatrie !

Au moment où l'Etat distribue des milliards d'Euros aux banques après nous avoir dit que les caisses étaient vides, la Fédération Sud Santé Sociaux exige les moyens budgétaires à la hauteur des besoins pour une véritable politique de santé publique en psychiatrie.

Par :

- l'arrêt des suppressions de postes, et le recrutement en urgence de personnels qualifiés,
- l'arrêt des suppressions de lits et de places,
- la reconnaissance des professions de santé par un véritable cursus professionnel et une revalorisation salariale,
- la remise en place de la formation spécifique d'infirmier de secteur psychiatrique
- le maintien du secteur, de continuité de soin avec tous les moyens nécessaires pour qu'il puisse remplir sa mission. Une définition du soin intégrant l'accompagnement des patients, un vrai travail pluridisciplinaire et la mise en place de régulation pour les équipes de soin.
- l'affirmation d'une psychiatrie généraliste ouverte sans exclusive à toutes les pathologies, avec des équipes conséquentes et stables, sur chaque secteur.
- l'abrogation du forfait hospitalier.

La fédération Sud santé sociaux appelle les salariés du secteur à se mobiliser en force à créer collectifs et/ou intersyndicaux afin de faire aboutir ces revendications.

Mr Jean Marie SALA  
Secrétaire Général adjoint

